

PRIX DE L'ABONNEMENT :

Paris.	24 fr.	12 fr.	6 fr.
Départements. . . .	36	18	9
Etranger.	48	24	12

Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.Rédacteur en chef, M. LOUIS LE HIR.
Directeur gérant, M. ARISTIDE LOZACH.

L'HARMONIE UNIVERSELLE

AMOUR, LIBERTÉ, AUTORITÉ, UNITÉ.

ANNONCES :

Le prix des Annonces dépend du tirage et de la répétition de l'annonce.

Par mois	1 à 2 fois.	3 à 6	7 et plus.
Tirage à 1,000.	4 cent.	3 cent.	2 cent.
— 2,000.	8	6	4
— 5,000.	20	15	10

Le tirage actuel, éditions du matin et du soir, est de 5,000 exemplaires.

Ce journal paraît le matin après les autres journaux. — Il donne les **Actes officiels** extraits du **MONITEUR du jour** et les nouvelles les plus complètes. — Une seconde édition donnant le cours de la Bourse et les nouvelles de la journée paraît à sept heures du soir. — Trois Tables, comprises dans l'abonnement, seront publiées à la fin de chaque année : 1^{re} Table des faits par ordre de dates ; 2^e Table alphabétique des faits et des personnes ; 3^e Table alphabétique des Annonces de librairie, inventions industrielles et objets d'art.

Pour que l'*Harmonie universelle* contienne l'**histoire complète du temps**, et puisse être

conservée comme collection, 44 numéros de deux pages chacun seront publiés, comprenant tous les faits accomplis du 25 février au 7 avril, les actes officiels, le résumé des journaux, les principales affiches placardées sur les murs de Paris, etc. Prix des 44 numéros pour Paris et les départements : 4 fr. 40 cent. (10 cent. le numéro). — Les numéros parus du 8 avril au jour de l'abonnement se vendent aussi 10 cent. — Toute demande doit être accompagnée du montant du prix, ou d'un mandat sur la poste. — Toutes lettres ou demandes relatives à la rédaction, aux abonnements ou aux annonces doivent être adressées, franco, au Directeur Gérant de l'*Harmonie universelle*, rue de Sèvres, 37.

FRANCE.

PARIS, 8 avril 1848.

Il semblera étrange à quelques esprits qu'alors que les trônes croulent, que les peuples se ruent sur tout ce qui est autorité, que les nations se courent leurs chaînes en brandissant le fer contre leurs oppresseurs, alors que l'Orient lance vers l'Occident une menace de guerre, nous jetions, nous autres, le cri : *Harmonie universelle* !

Nous abusons-nous ? La foi que nous avons dans l'avenir de l'humanité nous aveugle-t-elle ? La révolution qui vient de s'opérer sera-t-elle une de ces perturbations passagères qui ne laissent que des traces de dévastation, ou bien marquera-t-elle dans les phases des nations comme une transformation universelle, comme une régénération mystérieuse, comme un de ces pas immenses qui transportent l'homme, de période en période, vers son éternelle destinée ?

A ne considérer que l'état actuel des esprits, cette anxiété générale qui étirent les plus fortes têtes, ce bouleversement général qui tend à tout déplacer, on croirait que la société va retomber dans le chaos, que le désordre va tout envahir.

Mais lorsqu'on examine de haut le mouvement qui s'opère, on voit l'humanité emportée dans le courant de vie dont le lit fut ouvert il y a bientôt deux mille ans par le Sauveur du monde, par ce grand législateur dont la loi est la sagesse même, par ce grand organisateur dont le système social est la perfection infinie.

Charité ! tel est le mot qui résume cette loi divine, cette règle du bonheur des hommes et des nations !

Charité ! c'est-à-dire plus que fraternité, car la fraternité se borne à l'amour des hommes, au lieu que la charité c'est l'amour des hommes et de Dieu.

Dieu est le lien sublime qui unit entre eux les hommes vraiment frères ; privée de ce lien, la liberté n'a pas de dévouement, l'amour n'a pas d'autorité.

Or, la liberté sans dévouement est une liberté aveugle, une liberté inerte, une liberté sans durée.

L'amour sans l'autorité est un amour sans confiance, un amour sans foi, un amour sans espérance.

Appelons donc au milieu de nous l'amour et la charité !

De grands principes ont été reconnus, de grandes conquêtes ont été faites : le travail, cette destination la plus sainte de l'homme, le travail qui moralise, le travail qui console, le travail qui crée, le travail qui nourrit, le travail, source de bien-être, source du beau, duquel découlent toutes les vertus, a été élevé au rang du premier mérite de l'homme ; malheur à celui qui méprise un homme qui travaille ! Le travail est le premier devoir de l'homme, puisqu'il est l'accomplissement de la volonté de Dieu.

Le travailleur, l'ouvrier, c'est-à-dire le travailleur qui crée, a donc été rétabli au niveau qui lui appartenait dans la société.

L'égalité est proclamée : Il n'y aura plus de distinctions entre les hommes que celles résultant de l'intelligence ou de la capacité ; quant aux inégalités de fortune, elles disparaîtront, en ce sens qu'il n'y aura plus de travailleurs véritablement pauvres et mendiants, et que toute la constitution, toute l'économie sociale tendront à donner à tous les mêmes moyens de parvenir soit par l'éducation première, soit par l'instruction, et à rejeter les charges de l'état sur les plus riches et les plus élevés dans la société.

Le travail est garanti à tous, et un travail suffisant pour procurer une existence honnête à chaque individu et à sa famille.

Tout cela a été regardé, jusqu'ici, comme un rêve et une utopie, mais ce n'est, en définitive, que le rêve de l'Evangile. Voilà pourquoi nous croyons qu'il peut être réalisé.

Mais sachez-le bien, vous tous qui poursuivez ce bien si précieux, vous ne réussirez que si vous appelez à votre aide les grandes vertus indispensables à toute organisation : l'ordre, le respect des choses sacrées, la tolérance, la douceur et la patience, la véritable charité.

Les choses sacrées, ce sont les lois constitutionnelles de la famille et de la société ; la famille, telle qu'elle existe aujourd'hui, est constituée selon la loi chrétienne ; laissez-lui son caractère d'indissolubilité, car il est la base de la tendresse paternelle et fraternelle, de la bonne éducation tant pour le corps que pour l'âme, de tous les sentiments purs et élevés.

La propriété et les successions sont aussi des choses sacrées ; elles furent de tous les temps, elles appartiennent à toutes les époques de la civilisation ; le droit qu'a sur la chose celui qui l'a acquise de la sueur de son front, ou celui qui l'a créée, participe de la sainteté du travail ; le droit de la transmettre à ses enfants est, dans l'ordre des faits sociaux, la meilleure garantie de la conservation des éléments du travail et des moyens de production ; et, si aveugle que l'on suppose ce prétendu hasard qui fait que les uns naissent riches et les autres pauvres, nous nous y fions, nous qui ne possédons rien, encore plus

volontiers qu'à ce pouvoir dispensateur qui aurait entre les mains la masse entière des capitaux, meubles ou immeubles, et qui les distribuerait, soumis, comme tout ce qui est humain, à toutes les erreurs humaines, à toutes les préférences de l'injustice ou de la faiblesse, à tous les tiraillements de l'ambition ou de la cupidité.

L'ordre ne peut exister sans l'autorité ; depuis plus d'un mois, par un prodige presque inouï, l'ordre se maintient en France au milieu des masses et presque par la seule autorité des masses : oui, l'on ne saurait le proclamer assez haut, le peuple lui-même a soif d'ordre ; mais il ne saurait toujours, même long-temps encore, exercer cette autorité qui lui appartient, mais qui doit être déléguée ; il faut pour l'honneur, pour le salut de la France, qu'elle ait un gouvernement stable qui ait la force et l'autorité nécessaires pour garantir la paix, la tranquillité, le repos.

La tolérance, la douceur et la patience sont les vertus du peuple ; le travail est son élément ; l'homme qui travaille est patient ; arrièrè donc ces reproches irritants que ceux qui ne sont pas le peuple s'adressent avec acrimonie ; ouvriers de l'organisation sociale, ce n'est pas ainsi que vous parviendrez à assurer le triomphe des principes populaires : aujourd'hui, pour la première fois peut-être, la France se trouve unie dans un sentiment commun sur la forme de son gouvernement ; quel esprit assez ennemi, quelle tête assez folle songerait à rétablir des princes déchus ! C'est donc le moment de proclamer la liberté la plus entière des choix et des votes ; laissez aux assemblées des électeurs leur plus complète indépendance, afin que le pouvoir constituant se présente dans toute sa force et dans toute sa dignité.

Le retentissement si subtil qu'a eu, chez les autres nations, la révolution française va donner à la France une influence incalculable sur l'Europe et sur le monde entier : Nous sommes à la tête des peuples, leur sort, leur bonheur, leur existence est en nos mains ; il dépend peut-être de nous de faire de l'Europe une société fédérée soumise à la même loi, unie par la même pensée ; et jamais les nations n'auront obéi à un plus noble mobile, le travail pour tous, l'égalité bien entendue, la liberté, la fraternité, la charité !

Quant à nous, nous le déclarons, nous acceptons le gouvernement de tous avec transport, pourvu que le pouvoir délégué ait une force et une autorité puissante.

La seule chose nous voyons garantie pour l'ordre, pour la religion, pour la propriété, pour la famille, pour le travail, pour le crédit, pour le bien-être des travailleurs, pour toutes les libertés.

Toutes les questions d'organisation, soit politiques, soit morales, seront examinées dans le journal et discutées ; si nous n'apportons pas dans la discussion des lumières nouvelles, nous avons la conscience, au moins, d'y entrer avec bonne foi et avec zèle ; la question du travail à toujours eu nos plus profondes sympathies : travail pour tous, existence suffisante pour tous, tel est le grand problème auquel se rattachent tous les autres, puisque c'est là surtout qu'il faut arriver. Pour y parvenir, nous appellerons, par-dessus tout, l'ordre et l'harmonie.

Harmonie entre les hommes, afin qu'ils vivent entr'eux comme des frères qui s'aiment et qui reconnaissent une même loi, une même autorité !

Harmonie entre les nations, afin qu'elles se tendent une main amie, que la guerre avec ses fléaux disparaisse de la surface du globe ; que les uns et les autres s'enrichissent mutuellement et se fortifient !

Harmonie dans les lois de la société, comme elle existe dans les lois du monde !

Harmonie universelle !

L. LE HIR.

ACTES OFFICIELS.

Extrait du MONITEUR DU S.

Rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes au Gouvernement provisoire.

Messieurs les membres du Gouvernement provisoire, J'ai établi, par un arrêté en date du 29 février, près de mon ministère, une haute commission des études scientifiques et littéraires pour l'examen des questions nouvelles qui soulèvent dans l'instruction publique l'ordre républicain. Le premier objet de ses délibérations a été la détermination du système d'étude de l'école destinée au recrutement des services administratifs, conformément à votre décret du 8 mars. L'exposé de ce système d'études et du mode suivant lequel il pourrait être pratiqué forme la matière du rapport suivant de M. Jean-Reynaud, président de la haute commission.

Monsieur le ministre,

De toutes les branches de l'instruction, il n'en est aucune qui ait été plus négligée jusqu'à présent que l'enseignement de la politique. Sous l'ancienne monarchie, l'éducation privée dans les grandes familles répondait à peu près à ce service. Dans ces derniers

temps, il ne s'est plus fait que d'une manière désordonnée, et par conséquent infructueuse.

L'ère nouvelle dans laquelle la nation vient d'entrer impose à cet égard à l'instruction publique des obligations impérieuses. Du moment que la nation reprend possession d'elle-même pour se conduire par sa propre souveraineté, il faut de toute nécessité que l'étude des hautes sciences du Gouvernement soit instituée dans son sein sur le mode le plus large et le plus efficace. La perfection et la puissance de l'administration publique sont à ce prix.

Vous avez déjà indiqué, monsieur le ministre, que l'instruction primaire elle-même aurait à se conformer, dans les limites qui lui conviennent, à ces conditions de l'ordre démocratique. C'était assez dire que vous pensiez à imprimer à l'instruction supérieure le même mouvement. Mais en quel point de ces régions culminantes de votre département le nouveau flambeau doit-il être allumé ?

J'ose vous proposer, monsieur le ministre, que ce soit dans le plus élevé, le plus libre, le plus européen de tous nos établissements scolaires, dans celui auquel est attribué, par un privilège unique, le nom de France, et qui, dans l'ancienne monarchie, ne relevant directement des rois, ne doit, suivant la continuation du même droit, relever, dans la république, que des députés de la souveraineté. Que le collège de France devienne le foyer d'où rayonneront sur le monde entier les idées qui vont surgir de l'esprit français touchant le gouvernement des républiques. Jamais cet illustre établissement n'aura eu plus d'utilité et plus d'éclat.

La nature même de l'établissement appellerait ce progrès si l'intérêt public ne le commandait. De tous temps, lorsque s'est manifestée la convenance de la propagation d'une science peu cultivée auparavant, c'est le collège de France qui a reçu la première investiture de son enseignement. L'histoire de ses accroissements est comme un résumé des besoins nouveaux qui se sont déclarés dans l'esprit humain depuis la renaissance.

Le collège de France s'est ouvert par l'étude des langues anciennes, qui, en permettant à la nation de renouer avec l'antiquité, est devenue une des causes principales de la clôture du moyen âge. Il a poursuivi son développement, en attirant graduellement à lui toutes les représentations essentielles de la classe des sciences et de celles des lettres, jusqu'à reproduire, dans ces derniers temps, les premiers indices des préoccupations politiques de notre époque. C'est à la République à transformer ces indices en un témoignage formel du caractère capital de l'ère actuelle.

Je crois donc, monsieur le ministre, me trouver d'accord avec l'intérêt général de la République, en même temps qu'avec les traditions du collège de France, en vous priant de solliciter de la haute sagesse du Gouvernement la création dans cet établissement des chaires qui paraissent nécessaires au service nouveau. Aucune raison ne saurait porter à mettre du retard dans l'émission de lumières qui vont devenir si utiles à la nation, et qui, pour paraître, ne demandent qu'un signal. Un tel professorat est si digne des plus nobles ambitions que tous les hommes compétents sont prêts à se disputer l'honneur de le soutenir gratuitement, en attendant que l'Etat soit en mesure de le régler définitivement.

D'autres considérations, d'une nature plus spéciale, me dirigent, monsieur le ministre, dans cette proposition. Elles se rapportent à l'école d'administration en vue de laquelle la haute commission, que j'ai l'honneur de présider, s'est occupée de préparer un programme d'études. Cette école, si les idées que je viens de vous soumettre étaient agréées, se trouverait instituée presque complètement par le collège de France lui-même.

Le collège de France, agrandi comme je le demande, fournit en effet aux élèves de l'école d'administration tous les éléments fondamentaux de leur instruction. Dans un Etat où tous les citoyens doivent servir librement, c'est-à-dire avec la pleine intelligence de leur action, les lumières qui conviennent au fonctionnaire destinés à obéir ne sauraient être différentes de celles qui nous paraissent utiles pour l'éducation de l'homme d'Etat qui ordonne. C'est à ce prix que s'établira, dans toutes les parties du service public, la discipline la mieux entendue et la mieux appropriée à la dignité du peuple.

La haute commission a posé, pour première base des études, la connaissance du droit public et privé dans toutes ses parties essentielles ; pour seconde base, la connaissance des faits et des lois d'expérience dans les diverses branches de l'économie générale de la nation ; pour troisième, la connaissance des modes d'administration qui constituent l'exercice de la souveraineté dans toutes ces branches. Elle a pensé, en outre, que comme il y avait avantage, même pour le savoir administratif et politique, à ce que les esprits eussent caractère au delà de cette spécialité, il serait nécessaire que les élèves fussent confirmés et avancés dans la connaissance des lettres, de la philosophie et des sciences. Il est évident que la condition particulière de ce système d'enseignement, qui consiste dans la formation d'administrateurs et d'hommes d'Etat, et non point de légistes, le différencie suffisamment de tous les enseignements analogues.

La dernière partie du programme, bien que subordonnée à la première, ne laisse pas d'offrir une étendue considérable. Aussi, en dehors des ressources du collège de France, ne semblerait-il pas facile d'y satisfaire. Dans son sein la réunion déjà instituée des professeurs les plus distingués dans toutes les branches y répond d'une manière aussi simple qu'excellente.

Ce serait assurément détourner les élèves du but de leur instruction que de les astreindre à suivre tous les cours du collège de France. Mais il n'est aucun de ces cours dont il ne puisse leur devenir profitable d'entendre un certain nombre de leçons. La patriotisme de MM. les professeurs ne pouvant manquer de les disposer à la conception et à la coordination de telles leçons, s'établirait de la sorte dans toutes les directions les plus admirables

résumés qu'on puisse souhaiter.

Malgré la haute valeur du résultat, peut-être faudrait-il y renoncer s'il devait enlever à l'enseignement du collège de France le haut caractère de généralité qui le distingue. Les chaires de cette école n'étant réglées que par leur titre, sans aucun programme déterminé, ont fini par devenir ce que l'on pourrait nommer les chaires des libres penseurs de la littérature et de la science. Laissons aux chaires de l'université les expositions méthodiques; elles se portent, au gré des savants qui les occupent, sur le développement original tantôt d'un point de vue, tantôt d'un autre, et c'est là ce qui constitue leur principale grandeur.

Mais les deux services, loin de s'exclure, semblent s'appeler. L'expérience a montré qu'il était impossible à la plupart des professeurs d'accomplir, dans ces difficiles conditions d'originalité, le nombre de leçons que leur institution leur impose. Un tel partage, même pour ceux qu'il toucherait le plus, ne serait donc au fond qu'un soulagement.

Il est à remarquer également que le singulier caractère d'élevation qui distingue aujourd'hui les chaires du collège de France n'est pas, en général, de leur origine. Créées presque toutes en vue d'une branche nouvelle de connaissances, elles ont dû se consacrer primitivement à son exposé régulier, dont elles ne se sont relâchées que peu à peu, à mesure que la concurrence des chaires analogues, nées sous leur influence, les dispensait de ce soin tout en les excitant à prendre plus de hauteur. C'est par de simples classes de grammaire que le collège a commencé.

Aussi, en assujettissant à des cours complets et méthodiques les chaires qui seraient aujourd'hui instituées, ne ferait-on que les soumettre à une loi qui a été commune à toutes dans le principe. Par leur précision et par leur enchaînement réciproque, elles constitueraient au sein de l'établissement une sorte de noyau plus compacte, autour duquel rayonneraient dans toutes les directions, avec leur glorieuse indépendance, tous les autres professorats de ce noble foyer. Le collège n'arriverait par là qu'à se fortifier, s'amplifier et gagner aux yeux de tous un genre d'utilité plus saisissant et plus inattaquable.

Les jeunes gens destinés aux fonctions publiques, réunis sous le nom d'élèves du collège de France, près des amphithéâtres du collège, soumis dans leurs études à une discipline particulière, partageraient librement avec le public le bénéfice de toutes ces leçons. L'obligation de l'assiduité, les dispositions nécessaires pour assurer le travail quotidien, et les justes récompenses déterminées par les examens de l'école seraient leur seul avantage. Peut-être même semblerait-il digne de la libéralité de la France de recevoir parmi ces élèves, aux conditions communes, sauf l'admission dans les services publics, tous les élèves étrangers qui voudraient venir s'instruire ainsi dans notre esprit.

Telles sont, en résumé, M. le ministre, mes propositions préalables touchant l'école à la création de laquelle le Gouvernement vous a donné l'ordre de procéder. Elles pourraient se réduire à ce que le collège de France obtint une augmentation de sept chaires. Comme son accroissement, depuis 1814, en comprend neuf, vous jugerez, je l'espère, qu'il n'y aurait rien de forcé dans ce premier pas de la République à son égard.

J'ai approuvé ce rapport, et, en conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer de sanctionner le décret dont la teneur suit.

Le ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes.
CARNOT.

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le Gouvernement provisoire,

Décrète :

Art. 1^{er}. Afin de donner à l'enseignement politique et administratif les développements nécessaires à la République, il sera institué au collège de France une série de chaires ainsi dénommées :

- 1^o Droit politique français et droit politique comparé.
- 2^o Droit international et histoire des traités.
- 3^o Droit privé.
- 4^o Droit criminel.
- 5^o Economie générale et statistique de la population.
- 6^o Economie générale et statistique de l'agriculture.
- 7^o Economie générale et statistique des mines, usines, arts et manufactures.
- 8^o Economie générale et statistique des travaux publics.
- 9^o Economie générale et statistique des finances et du commerce.
- 10^o Droit administratif.
- 11^o Histoire des institutions administratives françaises et étrangères.

Art. 2. Les chaires de droit de la nature et des gens, d'économie politique, de législation comparée, attendu qu'il est pourvu autrement à leur objet, sont supprimées.

Art. 3. La chaire de turc, attendu que, depuis l'institution de la chaire, il a été pourvu à cet enseignement par la chaire de turc établie à l'école spéciale des langues orientales vivantes, est supprimée.

Art. 4. La chaire de poésie latine se confond dans la chaire d'éloquence latine, qui, par analogie avec la chaire de grec, prend le nom de langue et littérature latine.

Art. 5. La chaire de mécanique, supprimée par arrêt de 1772, est rétablie.

Art. 6. Les élèves destinés, conformément au décret du 8 mars 1848, au recrutement des diverses branches du service administratif, seront assujettis à suivre l'instruction du collège de France.

Art. 7. Le nom d'élèves du collège de France leur sera spécialement affecté.

Art. 8. Le ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement.

Paris, le 7 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Sur la proposition de la commission de gouvernement pour les travailleurs :

Considérant que le principe inauguré par la République triomphante est le principe de la fraternité;

Que nous venons de combattre, de vaincre, au nom et pour le compte de l'humanité tout entière;

Que ce seul titre d'homme à quelque chose d'inviolable et d'auguste que ne saurait effacer la différence des patries;

Que c'est, d'ailleurs, l'originalité glorieuse de la France, son génie, son devoir, de faire bénir par tous les peuples ses victoires, et, quand il le faut, ses douleurs mêmes;

Considérant que si elle nourrit en ce moment beaucoup d'étrangers, un nombre bien plus grand encore de nationaux vivent en An-

gleterre, en Allemagne, en Suisse, en Amérique, sous les cieux les plus éloignés;

Que provoquer des représailles en repoussant loin de nous nos frères des autres pays serait une calamité en même temps qu'un dés-honneur.

Le gouvernement provisoire place sous la sauvegarde des travailleurs français, les travailleurs étrangers qu'emploie la France, et il confie l'honneur de la République hospitalière à la générosité du peuple.

Paris, le 8 avril 1848.

Extrait de la partie officielle du Moniteur du 9 avril.

Ont été nommés aux chaires du collège de France, instituées par l'arrêté du Gouvernement provisoire en date du 7 avril :

Droit international et histoire des traités, Lamartine, membre de l'Académie française;

Droit politique français et droit politique comparé, Jean Reynaud;

Droit privé (droit individuel et social), Armand Marrast;

Droit criminel, Faustin Hélie;

Economie générale et statistique de la population, Serres, membre de l'Académie des sciences;

Economie générale et statistique de l'agriculture, Decaisne, membre de l'Académie des sciences;

Economie générale et statistique des mines, usines, arts et manufactures, Binéau, ingénieur en chef des mines;

Economie générale et statistique des travaux publics, Franqueville, ingénieur en chef des ponts et chaussées;

Economie générale et statistique des finances et du commerce, Garnier-Pagès;

Droit administratif, Cormenin;

Histoire des institutions administratives françaises et étrangères, Ledru-Rollin;

Mécanique, Poncelet, membre de l'Académie des sciences.

Quelques explications ont paru nécessaires sur la position des professeurs du collège de France qui ne se trouvent pas compris dans la nouvelle organisation.

M. Tissot, disciple et successeur de Delille dans la chaire de poésie latine, plus qu'octogénaire, a des droits incontestables au titre de professeur honoraire. M. le ministre de l'instruction publique, considérant que les professeurs du collège de France n'ont aucune pension de retraite, a inscrit M. Tissot sur les fonds des indemnités littéraires pour une somme égale à la totalité de son traitement. M. de Portets est professeur à la faculté de droit. M. Michel Chevalier est ingénieur en chef des mines. M. Alix Desgranges est premier secrétaire interprète pour les langues orientales.

M. Poncelet, de l'Académie des sciences, nommé à la nouvelle chaire de mécanique du collège de France, a déclaré l'intention de se démettre de la chaire de mécanique de la faculté des sciences, dès qu'il y aura terminé son cours de cette année.

Cette détermination de M. Poncelet est d'autant plus honorable, que les nouvelles chaires, comme il est dit dans le rapport inséré hier au *Moniteur*, sont entièrement gratuites.

Par arrêté du Gouvernement provisoire de la République, en date du 8 avril 1848, ont été nommés :

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance du Blanc (Indre), M. Delorme (Hippolyte), avocat, en remplacement de M. Bonneset;

Juge au tribunal de première instance de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), M. Mongin, juge d'instruction au siège de Louhans, en remplacement de M. Bert, appelé à d'autres fonctions;

Juge d'instruction au tribunal de première instance de Louhans (Saône-et-Loire), M. Bert, juge au siège de Châtillon-sur-Seine, en remplacement de M. Mongin, appelé à d'autres fonctions;

Juge au tribunal de première instance de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), M. Feytu, juge d'instruction au siège de Paimbœuf, en remplacement de M. Perio, décédé;

Juge d'instruction au tribunal de première instance de Paimbœuf (Loire-Inférieure), M. Sanson, juge au siège de Pontivy, en remplacement de M. Feytu, appelé à d'autres fonctions;

Juge au tribunal de première instance de Pontivy (Morbihan), M. Oudin, avocat, docteur en droit, en remplacement de M. Sanson, appelé à d'autres fonctions;

Premier substitut du procureur général près la cour d'appel de Dijon, M. Mandet, substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance du Puy, en remplacement de M. Dagaillet;

Substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Mâcon (Saône-et-Loire), M. Sarrazin, substitut près le siège de Semur, en remplacement de M. Lagier;

Substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Semur (Côte-d'Or), M. Mairet fils, avocat, en remplacement de M. Sarrazin, appelé à d'autres fonctions;

Commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Langres (Haute-Marne), M. Metman, ancien magistrat, en remplacement de M. Fériel.

Par arrêté du gouvernement provisoire de la République, en date du 8 avril, ont été nommés :

Partie non officielle du Moniteur du 9 avril.

Le gouvernement provisoire de Milan au Gouvernement provisoire de la République française.

Le 27 mars 1848.

Après cinq jours d'une lutte acharnée, pendant lequel notre peuple a fait des prodiges de valeur et de magnanimité, nous avons secoué le joug de l'Autriche et nous nous sommes constitués en gouvernement provisoire de Milan.

Mais la guerre continue tout près de nous, l'armée autrichienne est transformée en bandes de pillards; car, harcelée de tous les côtés, elle fuit, elle revient sur ses pas, elle porte l'incendie et le ravage dans les villes et les campagnes, de l'Adda à l'Oglio et au Mincio, cherchant, à ce qu'il paraît, de s'assurer sa retraite sur Vérone.

Le roi de Sardaigne nous a envoyé un corps de troupes, et il va venir en personne pour nous aider à chasser jusqu'aux Alpes l'éternel ennemi de l'indépendance italienne.

Dans cet état de choses, nous nous sommes abstenus de toute question politique, nous avons solennellement déclaré à plusieurs reprises, qu'après la lutte ce sera à la nation de décider sur ses destinées.

A cause de cela, nous n'avons pas encore cherché à nous faire reconnaître par le Gouvernement provisoire de la République française; nous attendons d'être un gouvernement avec une forme quelconque, pour nous adresser à l'Europe. Maintenant nous ne sommes que le Gouvernement de l'urgence et de la nécessité.

Cependant, puisque nous envoyons un de nos citoyens les plus honorables, M. Louis Porro, à Toulon, pour faire un achat d'armes, nous avons cru pouvoir adresser au Gouvernement provisoire de la République française cette expression de notre respect et de notre sympathie.

C'est à ce gouvernement, qui a déclaré si solennellement de vouloir venir en aide à toutes les nationalités opprimées, et d'en hâter la délivrance; c'est au gouvernement de la nation la plus brave et la plus généreuse du monde, de trouver le moyen de nous aider dans nos circonstances si difficiles.

Nous n'ajoutons rien de plus, ne voulant pas donner une portée

politique à cette adresse.

Vive la République française! vive l'Italie indépendante!
CASATI, BORROMEO, BERETTA, GIUBINI.

Copie confidentielle :

A. MAURY, secrétaire.

ESPRIT PUBLIC.

JOURNAUX.

Le *National* consacre son premier article à l'invasion dont l'Autriche menaçait l'Italie; il regarde une guerre offensive de la part de l'Autriche comme une entreprise chimérique, puisque, lors même qu'elle tenait le pays et qu'elle en occupait tous les points fortifiés, elle n'a pu s'y maintenir. D'ailleurs, si l'empereur d'Autriche a quel intérêt à conserver ce qu'il possède en Italie, les Etats qui sont sortis de cet empire n'en ont aucun. Il faut donc que l'Autriche imite l'Allemagne; l'Allemagne a déclaré sans hésiter que le grand-duc de Posen déciderait de son propre sort; resterait dans la fédération allemande, s'il le voulait, ou rentrerait sans obstacle dans la nationalité polonaise, si cette nationalité avait le bonheur de se reconstituer. C'est là la seule politique à suivre, la seule diplomatie à faire; en s'y conformant, l'Autriche s'épargnera, à elle et à l'Italie, bien des malheurs inutiles. Un si grave débat appellera sans doute l'attention des hommes d'état de l'Europe. S'il se prolongeait; si, contre toute attente, il menaçait la paix commune, il importerait que les peuples qui sont définitivement sortis de la tradition des traités de Vienne, et qui n'ont d'autre intérêt que la sécurité et la prospérité de l'empire autrichien et de l'Italie, intervinssent d'une manière amiable et pacifique.

Dans un second article, le même journal revient sur la question du rachat des chemins de fer par l'Etat, il pense que l'urgence justifie le droit du gouvernement provisoire de décréter le rachat de ces chemins; il y a urgence, puisque les compagnies qui n'ont pas achevé leurs travaux ne pourraient les continuer, ni remplir les conditions des cahiers de charges; quant aux lignes terminées, si le principe de l'exploitation des chemins de fer par l'Etat est juste et salutaire pourquoi n'en pas généraliser l'application? Est-il convenable de faire des catégories, des classifications? Dans le midi, par exemple, le retour au droit commun; dans le nord, le maintien? Et pourquoi, si l'on place les intérêts de tel ou tel point du territoire sous la protection de l'Etat, irait-on, par une injuste exclusion, abandonner tel autre point au monopole des compagnies? Il est impossible que le principe du rachat, une fois adopté, ne soit pas d'une application générale.

« On élève timidement, il est vrai, contre la mesure en question, une autre objection tirée des clauses particulières des contrats de l'Etat avec les compagnies, relativement aux conditions de rachat. Mais le droit d'expropriation subsiste toujours pour le gouvernement, sous la réserve d'une juste et préalable indemnité à l'égard des chemins de fer comme à l'égard de tout le reste. D'ailleurs, faire valoir aujourd'hui la lettre de contrats consentis par l'ancienne administration, en saut à quel prix, c'est opposer une fin de non-recevoir peu sérieuse, et soulever de dangereuses questions.

« Il est un autre point sur lequel nous voudrions ne pas avoir à répondre. On présente le rachat comme une atteinte à la propriété, comme une sorte de satisfaction donnée au communisme. Un tel argument ne s'adresse pas la raison éclairée, mais à la passion aveugle. C'est une coupable injustice envers les hommes qui se sont voués à la tâche ingrate et dure de lutter contre les éléments de banqueroute légués par la monarchie. Les idées du gouvernement tout entier sur la propriété sont connues; il la respecte, il la fera respecter. D'ailleurs, l'expropriation moyennant indemnité, qu'est-ce, sinon la consécration formelle de ce droit de propriété dont on prend si inopportunément la défense? Ceux-là seuls favoriseraient vraiment le communisme, qui voudraient maintenir des privilèges incompatibles avec les principes de l'ordre social actuel.

« Examinant ensuite les objections de l'ordre financier, le *National* pense que l'émission des nouvelles rentes que l'Etat donnerait en échange des actions ne déprécierait aucunement le cours des rentes qui sont sur la place, puisqu'on ne saurait justement assimiler à des rentes créées pour un emprunt, des rentes qui seraient la représentation d'un capital déjà réalisé, et dont le service serait compensé par les revenus des chemins de fer eux-mêmes. Il n'y aurait pas en réalité création de valeurs nouvelles, mais simplement transformation de valeurs existantes. D'ailleurs, quelle est en ce moment une des principales causes de la baisse de la rente? Précisément l'obligation où sont les compagnies de vendre leurs inscriptions à tout prix. En outre, ce qui pèse le plus sur la place, ce sont les actions non libérées et sujettes à des versements aujourd'hui impossibles. L'Etat, en convertissant en titres définitifs les titres non classés, en les dérivant de cette menace perpétuelle de versement qui érase leurs cours, fera disparaître un des éléments les plus actifs de perturbation. Ajourner la solution de la question si impérieusement posée par les circonstances à l'époque où l'assemblée nationale pourra s'en occuper, ce ne serait pas rassurer, comme on le croit, ce ne serait pas protéger les intérêts en souffrance, ce serait les compromettre. Le provisoire en cette matière est désastreux, il est impossible. Peut-être dans un mois n'y aurait-il pas une compagnie debout. Et notez que nous ne parlons même pas de cette considération si grave pourtant qu'il est nécessaire de donner du travail aux milliers d'ouvriers sans ouvrage. En définitive, veut-on que les chemins de fer terminés soient exploités conformément à l'intérêt général? Veut-on que les chemins de fer commencés soient finis? Il faut que l'Etat s'en charge. Lui seul a pour cela assez d'autorité et assez de crédit.

Enfin, le même journal, examinant dans un troisième article, le décret relatif aux retenues sur les traitements, exprime le regret « que la retenue progressive s'arrête aux appointements de 25,000 fr. et à 30 p. 100. Le fonctionnaire qui touche 40 mille francs n'est-il pas en état de supporter une retenue plus forte que celui qui en touche 25 mille? Le décret laisse encore 56 mille francs à MM. les ministres : nous connaissons trop bien leur patriotisme pour n'être pas certains qu'ils trouveront eux-mêmes ce chiffre exagéré. Cinquante-six mille francs, dans la pénurie financière où nous sommes! Non, ils consentiront jamais à être aussi magnifiquement traités. »

Le *National* espère au reste que l'Assemblée constituante prolongera au-delà de la fin de 1848 les retenues décrétées ou en établira de nouvelles.

La *Reforme* se plaint de ce que les commissaires délégués dans les départements feraient plutôt la propagande de leurs candidatures que les affaires de la République. Ainsi on lui écrit de plusieurs départements que les républicains démocrates, ceux de la persécution et du combat, ont vu leurs noms mis à l'index, tandis que les dynastiques de la veille sont accueillis avec la plus belle courtoisie.

« Il nous semble cependant que ces vertueux citoyens ont assez travaillé la matière électorale, pendant les dix-sept ans du monopole et du clocher, pour qu'il leur reste encore, sans exploiter la révolution, un assez riche faisceau d'influence : il nous semble surtout que ce n'est pas aux serviteurs de la République à tenir boutique pour les assermentés de la monarchie. Mais en s'alliant aux coteries puissantes et riches, on fait mieux sa fortune électorale qu'avec ces républicains absurdes qui se tiennent à l'écart dans le principe et l'honneur. Ne serait-ce pas là le secret de cette petite politique d'adultère? Ces messieurs jouent au mariage de raison; mais qu'on y prenne garde, la République est une femme à divorcer!

D'après le même journal, « on n'aurait pas encore donné au patriotisme du peuple des campagnes l'élan qui seul peut assurer le succès des élections à l'assemblée nationale... Que les bons citoyens fassent donc trêve à leurs discussions dans les assemblées urbaines; qu'ils aillent, sans plus attendre, éveiller, échauffer le patriotisme de nos frères des communes rurales. C'est, en ce moment, la tâche la plus noble et la plus utile, et ceux qui la rempliront avec dévoue-

ment acquerront des droits à l'estime et à la reconnaissance de la République.

Enfin, la *Réforme* applaudit à la décision du gouvernement provisoire qui atténue, à l'égard des petits propriétaires, l'effet désastreux du décret du 16 mars dernier, relatif aux 45 centimes additionnels sur les quatre compositions directes. Nous aurions préféré néanmoins, dit la *Réforme*, le retrait pur et simple du décret, et il a fallu, nous l'avons vu, toute notre confiance dans la loyauté et les bonnes intentions du pouvoir pour ne pas nous élever, dès l'origine, contre une mesure que les ennemis de la République n'auraient pas imaginée plus fatale, et dont ils s'applaudissaient hautement comme d'un contre-poids opposé dans la balance électorale aux suffrages des masses qu'ils redoutaient; cette mesure, d'ailleurs, en nous aliénant les populations, n'aurait pas même au trésor des ressources suffisantes; et l'opinion publique en avait fait justice quand le gouvernement s'est révisé.

« Au reste, et à ce propos, si l'on se rappelle les 50 millions avancés, trois semaines avant leur échéance, par le prédécesseur du citoyen Garnier-Pagès, à nos braves et excellents rentiers, qui les ont gardés patriotiquement dans leur poche, on conviendra que le département des finances n'est pas toujours heureux dans ses décisions.

La République félicite le gouvernement provisoire de la nomination de M. Arago au ministère de la guerre; elle voit dans cette nomination un gage de la constitution de l'armée en vue d'une large application de l'organisation du travail. « De sérieuses obligations, dit-elle, sont imposées au nouveau ministre; il ne doit pas perdre de vue cette vérité incontestable, que l'armée, organisée en vue du régime monarchique, doit subir une transformation profonde sous l'influence du principe républicain. Un de ses premiers devoirs sera d'apporter des modifications dans le personnel de l'armée. On sait que la royauté déchu avait fait une foule de promotions qui avaient été accueillies avec une défaveur marquée. On tenait peu de compte alors du mérite et des services réels. Il importe d'entrer dans une voie nouvelle. On peut s'étonner à bon droit de voir encore à la tête de nos divisions et de nos régiments des hommes connus par leurs idées rétrogrades, qui dans les chambres législatives ont voté l'indemnité Pritchard et les lois de septembre, et qui le plus souvent n'ont dû leur avancement qu'à la faveur.

Le Peuple constituant. — « La République est, elle sera, rien ne prévaudra contre elle. Elle a été calme et pacifique jusqu'ici, parce que personne n'a contesté son droit, sa légitimité. Mais que ceux qui intriquent contre elle ne s'y trompent pas! S'ils essayaient de mettre son existence en question, s'ils lui suscitaient de véritables dangers, elle les aurait promptement réprimés par son invincible énergie. Si aux soins d'une guerre extérieure venaient se joindre des trahisons au dedans, c'est vous qui en seriez coupables, vous qui n'avez jamais aimé le peuple, vous dont les lèvres balbutient en grimaçant le mot de République, tandis que votre cœur dit monarchie! Si vous ne voulez pas d'une République calme, pacifique, poursuivant paisiblement le cours de ses progrès, vous aurez une République violente; car la révolution désormais ne peut pas revenir sur ses pas, et les droits du peuple n'auront pas été, cette fois encore, vainement proclamés. »

La Presse. — « Pendant un mois, puisant à la source du patriotisme le plus désintéressé des forces constamment triomphantes, — travaux, efforts, veilles, nous n'avons rien épargné pour empêcher le gouvernement provisoire de commettre les irréparables fautes dont il aura à rendre compte à l'avenir et à l'histoire... Quel fruit ont porté nos avertissements? — Aucun. L'œuvre de prosélytisme, de liberté et de progrès a reculé; l'œuvre d'intimidation, d'arbitraire et de ruine s'accomplit. Au lieu d'amasser des matériaux, ce sont des décombres qui s'entassent. Qui pourrait le nier? »

« Nous n'avons commencé à blâmer qu'après avoir épuisé toutes les formes d'avertissements, qu'alors que les actes avaient été consommés. Ce blâme a été aussi stérile qu'il était mesuré.

Le Constitutionnel. — Nous cesserons de protester contre tous les actes qui tendraient à substituer au régime de la liberté que nous attendons de la République, le règne de l'arbitraire. Jamais nous ne pourrions admettre le droit des minorités violentes intervenant dans la direction des affaires publiques, imposant à l'autorité telle ou telle mesure ou exerçant à l'égard des citoyens la tyrannie de l'intimidation. C'est le devoir du gouvernement provisoire, c'est son dessein, nous le croyons, que de résister à de telles influences. Si l'on n'y prend garde en effet, il suffira d'un rassemblement tumultueux pour suspendre l'exercice régulier du pouvoir, et pour suspendre l'action des lois.

« Si l'on en croyait les minorités violentes, l'Assemblée nationale, élue par la nation tout entière, ne pourrait faire respecter l'indépendance de ses délibérations; la presse ne remplirait librement sa mission qu'autant qu'elle n'aurait pas le malheur de déplaire à un club, à un groupe d'individus professant une opinion exclusive; les fonctionnaires de l'ordre administratif et judiciaire ne seraient nommés par le gouvernement que sous le contrôle de la force brutale. Est-il besoin de dire que si ce système s'implantait en France, c'en serait fait de tout pouvoir et de toute liberté. »

Le Siècle. — Lorsque les revenus sont inférieurs aux dépenses, il n'y a que deux moyens de rétablir l'équilibre, l'impôt extraordinaire ou l'emprunt. Ces deux ressources ne sont pas toujours également possibles; et communément elles s'excluent. M. le ministre des finances a hésité entre les deux, ou, pour mieux dire, il a passé de l'une à l'autre. Il a d'abord décrété un emprunt national; puis, l'emprunt n'ayant pas réussi, il a eu recours à l'impôt de 45 centimes; enfin sur la nouvelle de certaines répugnances manifestées par les paysans, on décide aujourd'hui qu'un grand nombre de contribuables en seront dégrevés.

« Nous considérons comme un devoir d'exprimer l'étonnement que nous fait éprouver cette dernière mesure. Quelle que puisse être la difficulté des circonstances, un gouvernement doit éviter d'établir un impôt sans l'intervention de la puissance législative. Mais lorsqu'il s'y trouve amené malgré lui, il ne doit pas faire ni admettre parmi les contribuables des catégories qui ne seraient pas déterminées par la loi. Autrement, tout le monde se réfugierait dans les exceptions. Il suffirait de fermer sa porte aux percepteurs pour être dispensé de payer son tribut aux nécessités publiques.

Tout citoyen doit contribuer aux charges de l'état dans la proportion de sa fortune. Voilà le principe admis chez nous depuis soixante ans. Il se peut que l'Assemblée nationale juge à propos de remplacer ce système par un autre; mais, en attendant que l'assiette de l'impôt ait subi un remaniement peut-être nécessaire, le gouvernement doit prendre garde d'ébranler le principe qui est établi.

Le même. — Dans la plupart des réunions politiques où les ouvriers sont en grand nombre, les délibérations sont généralement fort calmes et les résolutions très-sensées. Personne qui n'ait remarqué, par exemple, l'excellent esprit qui anime le club de l'Atelier. Mais il en est quelques-uns malheureusement où se produisent des motions qui attestent plus d'effervescence que de raison. Ainsi il aurait été proposé dans certain club de renverser toutes les statues des anciens rois qui décoraient nos places publiques, puis de consacrer à Robespierre et aux autres martyrs du 9 thermidor le monument de Louis XVI.

Si l'on en croit une correspondance de l'Union, il aurait même été question à Nantes, dans une obscure association d'hommes très-exaltés, d'ériger à Carrier une statue sur les bords de la Loire. Nous voudrions douter de ces folies; mais s'il est vrai que des imaginations déréglées aient pu les concevoir, nous avons du moins la certitude qu'elles seront repoussées par l'unanimité du sentiment public.

Elections de la garde nationale.

1^{re} LÉGION. 1^{er} BATAILLON.

Etat-major.		votants.	suffra. ges.
Chef de bat. en 2 ^e ,	M. Sudres,	1429	821

2 ^e compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Saunieres,	232	228
Capitaine en 2 ^e ,	M. Loustoneau,	232	229

3 ^e compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Feraudy,	256	191
Capitaine en 2 ^e ,	M. Frosmont,	256	137

8 ^e compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Venghen,	280	231
Capitaine en 2 ^e ,	M. Roger,	280	184
Lieutenant,	M. Soupir,	263	184
Id.,	M. Baillet,	263	184
Id.,	M. Richenot,	263	168
Id.,	M. Massée,	263	163
Id.,	M. Dannequin,	263	157

1^{re} LÉGION. 2^e BATAILLON.

1 ^{re} compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Fournier J.-Fr.	250	226

2 ^e compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Baudier,	326	317
Capitaine en 2 ^e ,	M. d'Imécourt,	313	165

3 ^e compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Vieyra-Moline (H.),	309	301
Capitaine en 2 ^e ,	M. Bejal (Gustave),	309	223
Lieutenant,	M. Faucon,	237	189
Id.,	M. Lacombe,	237	176
Id.,	M. François,	237	175
Id.,	M. Chaumont,	237	166
Id.,	M. Leboe,	237	161

5 ^e compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Forbin,	244	235
Capitaine en 2 ^e ,	M. Pau,	244	222

6 ^e compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Languinai,	187	107
Capitaine en 2 ^e ,	M. Crémieux,	467	190

1^{re} LÉGION. 3^e BATAILLON.

1 ^{re} compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Clary,	296	207
Capitaine en 2 ^e ,	M. Cavalier,	296	171

2 ^e compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Albert de Bergeol,	223	112
Capitaine en 2 ^e ,	M. Laroche,	223	150

3 ^e compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Malhée (Pierre),	320	311
Capitaine en 2 ^e ,	M. Leroux (L.-Ad.),	320	168

4 ^e compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Berce (J.-Etienne),	413	271
Capitaine en 2 ^e ,	M. Dubarel (Alph.),	413	285

5 ^e compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Dehoir,	486	313
Capitaine en 2 ^e ,	M. Devèze (Jean),	486	297

8 ^e compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. de Lavenant,	223	208
Capitaine en 2 ^e ,	M. Feugry,	223	175

1^{re} LÉGION. 4^e BATAILLON.

Etat-major.			
Capitaine,	M. Houdard,	1559	888

1 ^{re} compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Fabrège,	352	177
Capitaine en 2 ^e ,	M. Gaudetroy (Eug.),	352	303

4 ^e compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Simon,	278	205
Capitaine en 2 ^e ,	M. Chauvin,	190	96

5 ^e compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Marcotte (Léon),	235	130
Capitaine en 2 ^e ,	M. Froliier,	235	121

Lieutenant en 1 ^{er} ,			
Id. en 2 ^e ,	M. Hattot,	184	156
Id. en 3 ^e ,	M. Cassel,	184	120
Id. en 4 ^e ,	M. Larbeau,	184	117
Id. en 4 ^e ,	M. Perrieu,	184	111

6 ^e compagnie.			
Capitaine en 1 ^{er} ,	M. Granger,	378	210

10^e LÉGION. 4^e BATAILLON.

Etat-major.			
Chef de bataillon en 1 ^{er} ,	M. Bonamy,	2006	1829
Chef de bataillon en 2 ^e ,	M. Bacon,	2000	1394
Capitaine d'état-major,	M. Martinet,	1983	1175
Porte-drapeau,	M. Mourette,	1989	987

FAITS DIVERS.

Nous avons à constater des faits regrettables et qui appellent une répression sévère. Malgré les avertissements de la presse et les conseils de la raison, on a eu à déplorer, dans certains quartiers, des violences ou au moins des tentatives de violence contre quelques propriétaires.

Les difficultés de la situation sont assez graves par elles-mêmes sans qu'on cherche à les augmenter encore. La crise frappe sur chacun; l'industrie, le commerce, la propriété surtout en souffrent. Ce n'est pas seulement la classe ouvrière qui est atteinte en ce moment, c'est tout le monde.

Il est déplorable de voir ce qui se passe sur certains points. Des drapeaux noirs désignent les mauvais propriétaires (ceux qui ne donnent pas quittance du terme) à la vindicte publique. Hier, la garde mobile en a enlevé plusieurs, un entre autres rue de la Madeleine.

Nous blâmons énergiquement ces actes de brutalité. Il faut laisser aux propriétaires le mérite de leurs bonnes actions, mais on n'a pas le droit de les contraindre. Il en est beaucoup, au reste, qui ne peuvent pas renoncer à leurs termes, et que la crise éprouve plus encore que les classes laborieuses. (La Patrie.)

— En vertu du décret du Gouvernement provisoire qui met sous séquestre les chemins de fer d'Orléans et du Centre et remet au ministre des travaux publics la direction du service.

M. Sauvage, ingénieur des mines, a pris hier les rênes de l'administration générale.

M. Clarke, ingénieur du matériel et chef de la quatrième division, a pris la direction de l'exploitation.

Le service a lieu sur ces deux lignes avec la régularité accoutumée. Les administrateurs des deux compagnies ont donné leur démission.

— Le général Dembiski, le comte Tyszkiewicz et plusieurs de leurs compatriotes, résidant à Bruxelles, sont partis hier pour l'Allemagne. Ils se rendent dans le duché de Posen.

— La duchesse de Montpensier est la seule des princesses qui ait sauvé ses diamants. Ceux de la princesse de Joinville, qui, dit-on, provenaient en partie de la couronne de Bragance, ont été compris dans le séquestre.

— On nous écrit de Toulon, le 4 :

« L'escadre de la Méditerranée a reçu l'ordre de se disposer à gagner le large. Ces forces navales prendront la mer dès que les équipages auront exercé leurs droits électoraux, et l'on croit qu'elles iront se montrer sur les côtes d'Italie.

« La frégate à vapeur le *Montezuma* et la corvette à vapeur le *Titan* transportent des troupes en Algérie. Ces bâtiments ont reçu à bord une grande quantité de projectiles de guerre. »

— Le général Changarnier, qui s'était embarqué à Toulon pour Alger, afin de remplacer le général Cavaignac dans le commandement de l'Algérie, est revenu à Toulon, ce dernier n'ayant pas accepté le ministère de la guerre.

Le général Changarnier a continué aussitôt sa route pour se rendre à Paris.

M. Lesseps, consul général de France à Barcelone, est arrivé à Marseille, à bord du paquebot espagnol le *Matlorquin*.

— Le gouvernement vient de donner les ordres nécessaires au prochain transfèrement d'Abd-el-Kader et de sa suite au château de Pau. Le commandant du génie de cette ville transmet à un journal de la localité la substance des ordres qu'il a reçus à ce sujet :

« Le personnel à installer se composera ainsi qu'il suit : « Abd-el-Kader, trois de ses frères, son beau-frère, trois ou quatre parents rapprochés.

« Chacun de ces personnages a une famille composée d'une ou deux femmes et de plusieurs enfants. Chaque famille a un ou plusieurs domestiques. Le nombre total des personnes à loger serait de 40 au moins.

« Je dois aujourd'hui visiter le château avec le capitaine du génie Peyre, pour m'assurer de la possibilité de cette installation avec toute sécurité contre une évasion.

— On lit dans le *Constitutionnel* :

« Chaque jour, les rues de Paris deviennent plus tranquilles. On n'y voit plus de promenades, drapeau et tambour en tête; plus de pétards, plus de chants inattendus au milieu de rassemblements. Des étalagistes improvisés n'encombrent plus les rues fréquentées, et n'entravent plus la circulation. Nous félicitons sincèrement le citoyen Caussidière de ces progrès très marqués vers l'ordre public. Qu'il persévère, et il continuera plus qu'on ne le pense à ranimer la confiance et le crédit. »

— Des ordres viennent d'être envoyés à tous les régiments d'infanterie et de cavalerie qui se trouvent dans les départements du Nord, de former immédiatement leurs bataillons et escadrons de guerre.

Ces régiments, néanmoins, ne feront aucun mouvement de concentration, et resteront, jusqu'à nouvel ordre, dans leurs garnisons respectives.

DÉPARTEMENTS.

— Hier 6 avril, le bruit circulait à Lille, que des troubles graves venaient d'éclater à Dunkerque. Un navire chargé de grains, disait-on, devait mettre à la voile pour l'Angleterre. D'après l'*Echo du Nord*, une partie de la population s'y serait opposée et aurait pillé le navire. La garde nationale aurait été convoquée, et plusieurs gardes nationaux blessés à coup de pierres.

Un détachement de 200 hommes du 74^e de ligne est parti, hier jeudi, de Lille, pour Godewaersvelde, où des troubles venaient d'éclater.

On lit dans le *Censeur de Lyon* du 6 avril :

« Depuis quelques jours les travaux de tous les corps d'état semblaient avoir repris de l'activité par l'entente cordiale des maîtres et des ouvriers; nous nous félicitons de ce résultat si nécessaire à la prospérité de notre ville, lorsque nous avons vu hier avec peine les ouvriers maçons remettre de nouveau la question sur le tapis. Après plusieurs pourparlers inutiles avec les maîtres, ils se sont mis en pleine grève, et ont parcouru plusieurs chantiers de notre ville, en invitant leurs camarades à cesser l'ouvrage qu'ils avaient en main. Ceci est un fait déplorable; mais ce qu'il y a de plus déplorable encore, c'est l'entêtement que ces ouvriers mettent à ne pas comprendre que la cessation des travaux est un préjudice immense pour les entrepreneurs, pour les propriétaires, et surtout pour eux.

— Des désordres provoqués par des nominations de commissaires nouveaux, ont eu lieu à Valence, chef-lieu de la Drôme. MM. Curnier Boveron-Desplaces, nommés pour remplacer M. Fornery ont été expulsés par la population qui est allée réinstaller triomphalement l'ancien maire, M. Ferlay et M. Léo Sieyes, ancien député.

ÉTRANGER.

Angleterre. — L'approche du grand meeting chartiste qui doit avoir lieu, lundi prochain, a jeté une assez grave perturbation dans les affaires à la Bourse de Londres. Hier, les consolidés ont fermé à 80; c'est 1 1/8 de baisse sur la cote de la veille.

A la chambre des communes, le ministre de l'intérieur interpellé, a déclaré, comme l'avait fait M. Duchâtel pour le banquet du 12^e arrondissement, que le meeting était illégal, qu'il serait dissé, et que force resterait à la loi.

En même temps il a annoncé pour le lendemain la présentation d'un projet de loi, armant le gouvernement des pouvoirs les plus étendus pour l'interdiction et la suppression des meetings illégaux.

— La proclamation suivante vient d'être affichée sur tous les murs de Londres :

« Attendu que le rassemblement d'un grand nombre d'individus, accompagné de circonstances propres à jeter l'alarme et l'épouvante dans l'esprit des sujets de S. M., est chose criminelle et illégale;

« Attendu que, non-seulement ceux qui prennent une part active à ces rassemblements, mais encore ceux qui, par leur présence, leur donnent volontairement de la consistance, agissent contrairement à la loi et doivent être punis;

« Attendu qu'un acte du parlement, passé dans la treizième année du règne de Charles II, et intitulé : « Acte contre les tumultes et les désordres qui peuvent résulter de la présentation publique des pétitions à S. M. dans le parlement, » a établi que nul ne sera admis à présenter des pétitions, adresses, remontrances, à S. M., ni à au-

cure des deux Chambres, s'il est accompagné d'une grande foule, ou même de plus de dix personnes ;

« Attendu qu'un meeting a été convoqué pour lundi prochain à Kennington-Common, et qu'il a été annoncé par des affiches imprimées que l'objet de ce meeting était d'organiser une procession pour aller à la chambre des communes, et y remettre une pétition ;

« Attendu que le gouvernement a été informé que les individus qui devaient assister à cette procession ont reçu l'invitation de se procurer des armes ;

« Attendu qu'une pareille procession est de nature à exciter des alarmes parmi les sujets de S. M. ;

« Il est interdit d'assister ou de prendre part à ce rassemblement et à cette procession.

« Tous les citoyens sont requis de prêter force à la loi, de défendre efficacement la paix publique, et d'étouffer toute tentative qui serait faite pour la troubler.

« Signés : C. ROWAN, R. MAGNE,

« Chargés de la police de la métropole,

« White-Hall-Place, 6 avril. »

Italie.

Pour la première fois depuis bien des siècles, l'Italie entière va se trouver libre de toute domination étrangère. Déjà l'on s'y occupe de jeter les bases de ce qu'on peut appeler l'organisation de l'union italienne.

Dans le vaste plan qui s'élabora, l'Italie serait refondue d'un accord mutuel, aussitôt après la solution définitive de la question étrangère. Dès à présent, nous pouvons indiquer ici, sur des données primitives, les points principaux de cette organisation.

L'Italie serait divisée en grands états :

Naples : — la Sicile ; — les Etats du pape ; — la Toscane qui, par l'annexion des territoires limitrophes, prendrait le nom de royaume d'Etrurie ; — le Lombardo-Vénitien, quelle que soit la forme du gouvernement qu'il se donne ; — la Sardaigne.

Les forces respectives des Etats confédérés présenteraient les chiffres suivants :

Naples, 6,500,000 ;
Sicile, 2,050,000 ;
Etats du pape, 3,000,000 environ ;
Royaume d'Etrurie, 3,380,000 ;
Lombardo-Vénitien, 4,800,000 ;
Sardaigne, 4,700,000.

On voit, par ces calculs, que la population des Etats napolitains serait supérieure même à celle de Sardaigne, qui, en admettant l'établissement isolé du Lombardo-Vénitien, ne compterait que 4,700,000 âmes ; mais cette différence numérique se trouverait plus que balancée par les habitudes militaires, la forte discipline et l'ascendant incontestable des populations piémontaises.

Tous ces Etats, préservés de l'invasion étrangère par une grande ligne de forteresses s'étendant sur les Alpes, dans la plaine et sur les Apennins, fonctionneraient d'une manière uniforme, au moyen de la similitude des douanes, des monnaies, des poids et mesures, des garanties industrielles, des franchises particulières, en un mot d'une solidarité universelle. Toutes les grandes questions fédérales se discuteraient dans une diète solennelle, tenue à Rome, sous la présidence du pape, et où chaque Etat enverrait un égal nombre de représentants.

Telles sont les bases du plan dont s'empare prochainement la discussion. Déjà, à Rome, l'idée a pénétré dans le peuple, à ce point qu'il a assigné pour emplacement au futur parlement général, le palais de Venise, occupé précédemment par l'ambassadeur d'Autriche. Aux armoiries impériales, il a substitué sur la façade du palais un écriteau portant ces mots : « *Pallazza della Dieta Italiana.* » (La Presse.)

Savoie.

Les Savoyens renvoyés de Lyon, arrivés sur les frontières de la Savoie, se trouvaient au nombre de 14 ou 1,500 ; ils ont signalé leur entrée dans la patrie en saccageant les bureaux des douanes, la gendarmerie d'Yenne, la mairie, le couvent des capucins ; leur passage jusqu'à Chambéry a été signalé par des actes semblables. La terreur les avait précédés, on les disait au nombre de 15,000 ; aussi, à leur approche, la garde nationale de Chambéry a-t-elle jeté ses armes.

L'intendant et le gouverneur, n'ayant aucune force pour résister, se sont enfuis. A la tête de ces propagandistes étaient le citoyen Guillaume, Savoyard, appréteur à Lyon, et un nommé Pessard. En entrant à Chambéry, cette troupe, enhardie par la fuite des gardes nationaux et ne trouvant plus aucune résistance, a pillé ou saccagé le palais du gouverneur et commis d'autres excès. Pessard, qui s'était institué maire, a paru sur le balcon, et, après avoir adressé quelques mots à la foule, a crié : Vive la République ! A bas les aristocrates !

— Les dernières nouvelles de Chambéry sont celles-ci :

A la suite du mouvement tenté en Savoie par une colonne de Savoyens et de Français, agissant contre les intentions et les ordres du gouvernement de la république, une réaction a eu lieu. Les habitants de Chambéry et des villages voisins se sont battus dans la ville avec la colonne républicaine. Trois personnes ont été tuées de chaque côté. Les royalistes vainqueurs ont séparé les Savoyens des Français, et ont renvoyé ces derniers en France.

Les autres se sont dispersés dans les campagnes, poursuivis par les paysans. Trois mille hommes de l'armée sarde, en route pour le Piémont, sont rentrés à Chambéry aux acclamations du peuple. Le gouvernement français, informé de ces faits, a réclamé immédiatement du gouvernement sarde la libération et la rentrée en France des Français et des Savoyens naturalisés par le dernier décret. Tout fait espérer que cette amnistie sera accordée au désir de paix qui anime les deux gouvernements.

Ces cris n'ont excité aucune sympathie. Les habitants, consternés, se sont réunis, et, consultant leurs forces ainsi que celles des envahisseurs ont renvoyé au lendemain leurs projets de réaction. En effet, le 4 avril, de bon matin, le tocsin a sonné dans toutes les églises de Chambéry et se répétait dans les campagnes. Les habitants de la ville, réunis à ceux des environs qui arrivaient de toutes parts armés de faux et de fourches, ont attaqué les républicains, et après un combat opiniâtre, leur ont tué 20 hommes et fait 800 prisonniers. Le reste a été mis en fuite et s'est dispersé aux cris mille fois répétés de : Vive le Roi !

« Un peu plus tard, les paysans venus des campagnes voisines étaient si nombreux et si exaspérés, qu'ils eussent massacré tous ces malheureux Savoyards propagandistes. Le combat a duré plusieurs heures. On assure qu'à la première manifestation de résistance, Pessard aurait envoyé un exprès à M. Arago, commissaire du gouvernement à Lyon, pour lui demander du secours.

« P. S. Nous apprenons que MM. Pessard, Guillaume père et fils, comme chefs de la bande, ont été retenus prisonniers. On dit M. Guillaume père blessé.

« Les Français, faisant partie de l'expédition, ont été renvoyés en France avec des secours de route. Les Savoyens ont été dirigés vers leurs communes respectives. »

Lombardie.

Toutes les nouvelles importantes du théâtre de la guerre se trouvent dans le bulletin suivant, publié, le 2 avril dans la soirée, par le gouvernement provisoire de Milan :

« Nous apprenons qu'on a pris sur le Pô, et conduit à Brescello, six bateaux chargés des grains destinés aux Autrichiens. Les quinze hommes qui les montaient ont été faits prisonniers. On dit qu'un bateau

chargé d'argent a été également capturé à Sazzura.

« Plaisance, qui, animée d'un esprit véritablement italien, a repoussé toutes les offres de constitution de Charles II de Parme, a voté une contribution de deux canons à l'héroïque ville de Milan.

« Le conseil de guerre de Brescia annonce que, dans la nuit d'hier, les troupes autrichiennes se sont repliées sur Desensano et Pesciera.

« Deux cents Bergamesques, bien armés, sont entrés à Brescello, et se sont joints aux corps francs déjà réunis dans cette ville.

« On attendait à chaque instant de nouveaux renforts ; un corps de lanciers piémontais, escorté de trois pièces de canon, est devant la ville, où le général Bès est entré hier avec ses troupes.

« Cinq cents hommes venant de Pavie étaient le 31 mars à Borghetto, et le 1^{er} avril à Mignolo, conduits par le comte Biscaretti, commandant sous les ordres du duc de Savoie.

« Les troupes ennemies placées devant Mantoue ne comptent pas plus de dix mille soldats.

« Le mouvement se propage dans le Frioul.

« Une correspondance d'Udine annonce que le peuple, après avoir battu la garnison, a pris possession des forts de Palmonoros et Osopo, et de toutes les machines de guerre abandonnées par les troupes.

« Le 22 mars, la république a été proclamée et une garde civique organisée. Le 27, on a arrêté et désarmé 2,000 Croates et 4,000 hussards et dragons, qui ont abandonné leurs chevaux.

« Une autre correspondance de Rivignano dit qu'on a organisé un corps de dix mille nationaux pour barrer le passage à 3,000 Croates et à 500 cavaliers qui ont capitulé à Trévise et à Conegliano, et qui, chassés de ces deux villes, ont été forcés de bivouaquer en plein champ, à deux milles de distance, sur la route de Palma.

« Douze mille hommes, commandés par le père Baroaldi, et ayant en tête quatre capucins croisés, sont partis de Padoue par la route de Montebello ; ils marchent au secours de Mantoue.

« Les Autrichiens se concentrent du côté de Vérone, parce que le Tyrol italien empêche leur retraite.

« Par ordre du gouvernement provisoire,

« Le Secrétaire, BROGLIO. »

Autriche.

L'empire autrichien est en pleine voie de dissolution. Toutes les parties de ce grand corps hétérogène tendent à se séparer. Après la Hongrie, qui a déjà obtenu une organisation tout-à-fait distincte et indépendante, c'est la Bohême qui élève les mêmes prétentions.

Les Bohémiens demandent :

Une représentation nationale spéciale, basée sur le suffrage universel ;

Un ministère bohémien responsable, pour les affaires intérieures du pays ;

La liberté de l'enseignement ;

L'organisation de la garde nationale.

C'est le gouvernement du royaume, le comte Stadia lui-même, qui a porté la pétition à Vienne. Nul doute qu'il n'y soit fait droit.

La loi définitive sur la liberté de la presse a été publiée à Vienne. Plusieurs changements ont eu lieu dans le cabinet de Vienne.

M. Hubeck, ministre des finances, se retire et est remplacé par M. Krauss.

Le général Zanini est nommé ministre de la guerre.

Il est fortement question de la retraite du comte Holowrat, président du conseil.

On enrôle des volontaires à Vienne pour l'armée autrichienne de Lombardie.

Danemark.

La guerre semble en ce moment tout près d'éclater sur les deux points à la fois, au nord et au midi de l'Europe.

Au nord, c'est le Danemark qui attaque la Prusse, laquelle a pris parti pour les duchés de Holstein et de Schleswig dans leur révolte contre le pouvoir séant à Copenhague.

Au midi, c'est l'Autriche annonçant dans une proclamation officielle l'intention de reconquérir la Lombardie et déclarant sa rupture avec le roi de Sardaigne.

Cette tentative est au-dessus des forces de l'Autriche. Ce n'est pas avec des finances épuisées et des provinces en révolution qu'une telle entreprise peut être menée à bonne fin. D'ailleurs, l'Italie tout entière vole au secours des Lombards.

Quant au Danemark, il est également douteux qu'il réussisse à empêcher le deux duchés de se fonder dans l'unité allemande. Leurs traditions comme leurs intérêts les poussent irrésistiblement de ce côté, et la Prusse serait appuyée au besoin par l'Allemagne entière dans la lutte qui est sur le point de s'engager.

Pologne.

La forteresse de Posen vient d'être déclarée en état de siège. On sait que c'est dans la forteresse que se sont retirés tous les Allemands, la ville basse a été abandonnée aux Polonais. Le général Colomb, commandant de la forteresse, annonce qu'il ne bombardera la ville qu'en cas de légitime défense, et s'il est lui-même attaqué.

Des lettres de Saint-Petersbourg annoncent que l'empereur de Russie aurait consenti au rétablissement du royaume de Pologne, au profit du prince de Leuchtemberg.

Le caractère de notre correspondant et les garanties qu'il présente seraient de nature à donner une certaine créance à cette nouvelle que nous n'enregistrons cependant qu'avec une extrême réserve après la dernière proclamation du czar.

Russie.

La Gazette de Saint-Petersbourg publie le manifeste suivant :

« Nous, Nicolas 1^{er}, par la grâce de Dieu, empereur et autocrate de toutes les Russies, annonçons à tous ce qui suit :

« Après une paix longue et éternelle, l'Europe occidentale se trouve tout à coup en proie à des troubles qui nous menacent de la chute des puissances légitimes et de tout ordre social.

« Après avoir d'abord éclaté en France, l'émeute et l'anarchie se sont communiquées à l'Allemagne voisine, et se répandant partout avec une impétuosité qui s'accroît en raison de la faiblesse des gouvernements, ce torrent dévastateur a fini par envahir également les Etats impériaux et royaume de l'Autriche et de la Prusse, nos alliés.

« Et maintenant le crime, ne connaissant plus de bornes, menace dans sa démente notre Russie, que Dieu nous a confiée. Mais il n'en sera pas ainsi.

« D'après l'exemple sacré de nos ancêtres orthodoxes, et sous l'invocation du Dieu tout-puissant, nous sommes prêts à tenir tête à l'ennemi partout où nous le rencontrerons, et sans reculer devant aucun sacrifice dans une union indissoluble avec notre sainte Russie, nous défendrons l'honneur du nom russe et l'inviolabilité de nos frontières.

« Nous sommes convaincu que chaque Russe, chacun de nos fidèles sujets, se rendra avec joie à l'appel de son empereur, et que notre antique mot d'ordre : *Pour Dieu, le czar et la patrie !* nous conduira encore cette fois à la victoire ; et alors, dans un sentiment de respectueuse gratitude, comme aujourd'hui dans une ferme confiance en Dieu, nous nous écarterons tous ensemble : Dieu est avec nous ! reconnaissez-le, païens, et prosternez-vous, car Dieu est avec nous !

« Donné à Saint-Petersbourg, le 26 mars de l'année 1848 de la naissance de Jésus-Christ, de notre règne le vingt-troisième.

« NICOLAS. »

SAINT-PETERSBOURG, 25 mars. — Un ukase, adressé sous la date du 12 mars au chef d'état-major de la marine, ordonne de rappeler, pour le service de la flotte, les soldats de la marine qui avaient été congédiés pour un temps illimité.

BOURSE DE PARIS DU 8 AVRIL.

AU COMPTANT.

Cinq 0/0, j. 22 mars.	54	Cinq 0/0 de l'Etat rom.	49 1/2
Quatre 1/2 0/0, j. 22 mars.	48 50	Espagne, dette active.	15 1/2
Quatre 0/0, j. 22 mars.	» »	Dette diff. ancienne.	» »
Trois 0/0, j. 22 décembre.	37 50	Dette passive.	» »
Trois 0/0, (emp. 1847).	» »	Trois 0/0 1847.	» »
Actions de la Banque.	990	Belgique. Empr. 1831.	» »
Rente de la ville.	» »	Empr. 1840.	» »
Obligations de la ville.	875	Empr. 1842.	» »
Caisse hypothécaire.	» »	Trois 0/0.	» »
Caisse A. Gouin, 1000 fr.	» »	Banq. (1835).	» »
Caisse Ganner., 1000 fr.	» »	Deux 1/2 hollandais.	» »
4 Canaux, avec prim.	650	Empr. portugais 5 0/0.	» »
Mines Grand Combe.	» »	5 0/0.	» »
Lin Maberly.	» »	Empr. d'Haiti.	» »
Zinc Vieille-Montagne.	» »	Empr. du Piémont.	» »
R. de Naples, j. janv.	» »	Lots d'Autriche.	» »
— Récep. Rothschild.	31	Cinq 0/0 autrichien.	» »

FIN COURANT.

	Précéd. clôture.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.
Cinq 0/0 fin courant.	52	53	52 25	53
Trois 0/0 (emp. 1847) fin courant.	» »	» »	» »	» »
Trois 0/0 fin courant.	36	37	35	37
Naples, fin courant.	» »	» »	» »	» »
Zinc Vieille-Montagne.	» »	» »	» »	» »
Cinq 0/0 belge.	» »	» »	» »	» »

REPORTS.

5 0/0 du compt. à la liq.	p. » »	4 0/0 liquid, à l'autre.	» »
3 0/0 id.	» »	3 0/0	» »

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET.

Au comptant.	Désignation des chemins.	1 ^{er} cou.	Plus h.	Plus b.	Dern. c.
Hier.	Aujourd.				
» » »	Saint-Germain.	» »	» »	» »	» »
90 » 95	Versailles, rive droite.	» »	» »	» »	» »
85 » 85	Id. id. gauche.	» »	» »	» »	» »
405 » 410	Paris à Orléans.	» »	» »	» »	» »
285 » 285	Id. à Rouen.	» »	» »	» »	» »
140 » 145	Rouen au Havre.	» »	» »	» »	» »
175 50 167 50	Marseille à Avignon.	» »	» »	» »	» »
65 » 65	Strasbourg à Bâle.	» »	» »	» »	» »
200 » 205	Orléans à Vierzon.	» »	» »	» »	» »
» » »	Boulogne à Amiens.	» »	» »	» »	» »
382 50 382 50	Orléans à Bordeaux.	» »	» »	» »	» »
306 15 310	Chemin du Nord.	» »	» »	» »	» »
» » »	Monterebau à Troyes.	» »	» »	» »	» »
» » »	Fampoux à Hazebrouck.	» »	» »	» »	» »
298 75 300	Paris à Lyon.	» »	» »	» »	» »
336 25 337 50	Id. à Strasbourg.	» »	» »	» »	» »
330 » 332 50	Tours à Nantes.	» »	» »	» »	» »
» » »	Bordeaux à Cette.	» »	» »	» »	» »
» » »	Dieppe à Fécamp.	» »	» »	» »	» »
» » »	Lyon à Avignon.	» »	» »	» »	» »
» » »	Bordeaux à Tente.	» »	» »	» »	» »
» » »	Paris à Sceaux.	» »	» »	» »	» »
» » »	Anvers à Gand.	» »	» »	» »	» »
» » »	Grand-Combe.	» »	» »	» »	» »
» » »	Montpellier à Cette.	» »	» »	» »	» »

La bourse d'aujourd'hui présente peu de différence avec celle d'hier. La crise qui depuis quelque temps pesait si lourdement sur les commerçants semble se calmer un peu, et ce soit torpéur ou retour de confiance, il y a moins d'inquiétudes. Les rentes se sont tenues très fermes et ont même monté à la fin ; les actions de la banque ont baissé au-dessous du pair ; on attribue cette baisse à la situation de la banque, au 6 avril, qui a été publiée hier par le *Moniteur*. Il est fort possible que ce soient des réalisations forcées. Les chemins ont eu aussi beaucoup de fermeté. On ne parlait d'aucune suspension en banque.

SPECTACLES DU 9 AVRIL.

Théâtre de la nation. —

Théâtre de la République. — Le Cid. — L'Aventurière. **Odéon.** — Les Templiers. — L'Élu du Clocher. — Don Quichotte. — Les Mémoires du Diable.

Opéra-national. — Relâche.

Opéra-comique. — Haydée ou le Secret.

Théâtre historique. — Monte-Christo (2^e soirée.)

Gymnase. — Femme blasée. — Royal Pendar. — Hercule. — Changement.

Vaudeville. — Incessamment la réouverture.

Variétés. — L'Almanach liégeois. — Chansonnette. — M^{lle} de Choisy. — Fille terrible.

Théâtre Montansier. — Voyage sentimental. — Vestris 1^{er}. — Jeune homme pressé. — Un Poisson d'avril.

Porte Saint-Martin. — Le Fils mal gardé. — L'Auberge des Adrets.

Ambigu-Comique. — Brucambille, 1^{re} représentation. — Les Quatre Sergents de la Rochelle.

Gaité. — La Foi, l'Espérance et la Charité.

Folies. — Raimbaud et C^{ie}. — La Foi du Soldat. — Les Deux Pommades.

Jardin d'hiver, aux Champs-Élysées. — Promenades du jour. — Marché aux fleurs, chauffé et permanent. Cabinet de lecture gratuit. Salles d'exposition. Prix d'entrée : 1 fr.

Soirées fantastiques de Robert-Houdin, tous les soirs, à 8 h. : Palais-National, galerie de Valois, 164, et rue de Valois, 13. — La suspension éthérienne, Prestidigitation.

Salle Valentino, rue Saint-Honoré, 395. — Les Dimanches, Mardis et Samedis. (Éclairage à l'huile). — Prix d'entrée : 2 francs.

Prado d'hiver, en face le Palais-de-Justice. (Orchestre Philod.) Les Dimanches, Lundi et Jeudi. (Ecl. à l'huile). — Prix d'entrée : 1 fr. 50.

Soirées orientales, boulevard Montmartre, 18. tous les soirs à 8 heures ; physiciens amusantes, suspension aérienne, double vue, Campanologiens. — Prix 1 et 2 fr.

Le Gérant : M. ARISTIDE LOZACH.

Imprimerie de H. VRAYET DE SURCY, rue de Sévres, 57.